

10 Septembre 2014

ELIOR SA
(Anciennement Holding Bercy Investissement SCA)

Rapport financier intermédiaire
1^{er} Octobre 2013 – 30 Juin 2014

61/69 rue de Bercy • 75589 Paris Cedex12 • Tél. : 01 40 19 50 78 • Fax : 01 40 19 51 65
www.elior.com

Elior

SA au capital de 1 642 126.85 Euros • RCS 408 168 003 Paris

Siège social : 61/69, rue de Bercy • 75012 Paris • Tél. : 01 40 19 50 00 • Fax : 01 43 41 42 36

1.1 ANALYSE DES RÉSULTATS POUR LES NEUF MOIS CLOS LES 30 JUIN 2014 ET 30 JUIN 2013

	Neuf mois clos le 30 Juin	
	2013	2014
	en millions d'euros	
Chiffre d'affaires	3 771,9	4 040,7
Achats consommés	(1 124,4)	(1 219,2)
Charges de personnel.....	(1 786,2)	(1 870,9)
Autres frais opérationnels	(522,5)	(589,7)
Impôts et taxes	(40,4)	(49,2)
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées.....	0,8	1,6
EBITDA	299,2	313,4
Amortissements et provisions opérationnels courants	(101,0)	(100,0)
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	198,3	213,4
Autres produits et charges opérationnels non courants.....	(36,5)	(53,2)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	161,7	160,2
Charges et produits financiers nets	(96,4)	(111,6)
Résultat avant impôts	65,4	48,6
Impôts sur les résultats.....	(27,1)	(29,1)
Résultat de la période	38,3	19,5

1.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 268,8 millions d'euros, soit 7,1 %, passant de 3 771,9 millions d'euros au titre des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 4 040,7 millions d'euros au titre des neuf mois clos le 30 juin 2014, la société THS étant entrée dans le périmètre du Groupe le 15 avril 2013.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé par activité ainsi que la répartition de la progression du chiffre d'affaires entre croissance organique, changements du périmètre de consolidation et impact de la variation des cours de change pour chaque activité et par segment opérationnel principal, séparément et pour l'ensemble du Groupe.

(En millions d'euros)	9 mois 2013-2014	9 mois 2012-2013	Croissance organique	Effet Jours	Variations de périmètre	Ecart de change	Variation totale
France	1 652,0	1 632,1	1,9%	-0,7%	-	-	1,2%
Reste du monde	1 300,0	1 075,0	4,6%	-	16,5%	-0,2%	20,9%
Total Restauration Collective et Support Services	2 951,9	2 707,1	3,0%	-0,4%	6,6%	-0,1%	9,0%
France, Allemagne, Belgique, Italie	658,2	647,9	2,6%	-	-1,0%	-	1,6%
AREAS	430,6	416,8	9,1%	-	-2,5%	-3,2%	3,3%
Total Restauration de Concessions et Travel Retail	1 088,7	1 064,7	5,1%	-	-1,6%	-1,3%	2,3%
TOTAL GROUPE	4 040,7	3 771,9	3,6%	-0,3%	4,3%	-0,4%	7,1%

Le chiffre d'affaires du groupe pour les 9 premiers mois de l'exercice 2013-2014 s'élève à 4 040,7 milliards d'euros en progression de 7,1% par rapport à l'année précédente. Cette performance est tout d'abord le reflet de la solide croissance organique de 3,6% à laquelle s'ajoute l'impact supplémentaire de 4,3% lié aux opérations de croissance externe et notamment à l'acquisition de THS, consolidée depuis le 15 Avril 2013.

Le tableau ci-après présente, pour les six principaux marchés du Groupe, la répartition du chiffre d'affaires consolidé, ainsi que les taux de croissance réalisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

(En millions d'euros)	9 mois 2013-2014	9 mois 2012-2013	Croissance organique	Effet Jours	Variations de périmètre	Ecart de change	Variation totale
Entreprises et Administrations	1 313,5	1 241,9	3,9%	-0,3%	2,2%	-	5,8%
Enseignement	884,3	814,0	2,4%	-1,0%	7,4%	-0,1%	8,6%
Santé	754,1	651,2	2,1%	-	14,0%	-0,2%	15,8%
Total Restauration Collective et Support Services	2 951,9	2 707,1	3,0%	-0,4%	6,6%	-0,1%	9,0%
Autoroutes	380,4	362,1	5,7%	-	-	-0,6%	5,1%
Aéroports	433,6	408,7	10,0%	-	-2,0%	-1,9%	6,1%
Ville et Loisirs	274,7	294,0	-2,4%	-	-3,0%	-1,1%	-6,6%
Total Restauration de Concessions et Travel Retail	1 088,7	1 064,7	5,1%	-	-1,6%	-1,3%	2,3%
TOTAL GROUPE	4 040,7	3 771,9	3,6%	-0,3%	4,3%	-0,4%	7,1%

1.1.1.1 Restauration Collective & Support Services

Le chiffre d'affaires de cette activité s'élève à 2 951,9 millions d'euros pour la période de neuf mois au 30 Juin 2014, en progression de 9,0%. La croissance organique du groupe sur la même période s'élève à + 3,0%, soutenue par le développement commercial.

- **Entreprises et Administrations (croissance organique : +3,9%)** : En France, Elior a bénéficié d'un développement commercial soutenu se traduisant par une croissance organique encourageante malgré le retard dans le démarrage de certains nouveaux contrats. A l'international, la croissance organique a également été forte grâce aux nouveaux contrats signés en Espagne, au démarrage du contrat Itinere en Italie, et à une bonne reprise au troisième trimestre au Royaume-Uni du développement commercial et du chiffre d'affaires sur contrats existants. Parmi les principaux nouveaux contrats remportés à ce jour, on peut rappeler les contrats EDF, le siège de Carrefour à Massy, la banque CACEIS et le CEA Saclay pour la France, Bank of England et BAE Portsmouth en Grande Bretagne, Banca d'Italia en Italie et Seat Martorell en Espagne.
- **Enseignement (croissance organique : +2,4%)** : Les progrès réalisés sont le reflet de la croissance de ces activités en France et au Royaume-Uni qui compense un ralentissement des pays d'Europe du Sud. L'activité reste également portée par les retombées du développement commercial constaté au cours de l'exercice précédent dans tous les pays européens qui avait vu notamment la signature des contrats significatifs suivants : les écoles de Thiais, Le Bouscat, Les Mureaux , Taverny...en France, Communes de Piacenza et di Prato en Italie, les écoles publiques en Catalogne, Estrémadure et Andalousie en Espagne ainsi que les universités de Chichester et London South Bank en Grande Bretagne..
- **Santé (croissance organique : +2,1%)** : Elior continue à enregistrer une croissance globale des activités en Santé. Le développement commercial demeure satisfaisant avec le gain de nouveaux contrats notamment en Espagne (Hopital Général de Valence) et en Grande Bretagne (St Barts NHS, Nottingham University Hospital). En France on peut mentionner le centre Arnault Tzanck à Saint Laurent du Var et six établissements du groupe Médipole. Il compense la légère érosion du chiffre d'affaires sur les contrats existants en Espagne et en Italie.

1.1.1.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Le chiffre d'affaires de l'activité « Restauration de Concessions & Travel Retail » s'élève à 1 088,7 millions d'euros pour la période de neuf mois au 30 Juin 2014, en progression de 2,3% sur l'année précédente ; la croissance organique de cette activité s'est élevée à + 5,1%. La croissance s'est accélérée sur les trois derniers mois notamment grâce à la montée en puissance des activités aux Etats Unis et à la hausse sensible du trafic sur les autoroutes et dans les aéroports en Europe. Les variations de périmètre ont eu un impact légèrement négatif de 1,6% du chiffre d'affaires résultant des cessions d'activités non stratégiques : Hold & Co UK, Honoré James ainsi que des filiales de concessions en Argentine et au Maroc. Enfin les variations des taux de change, notamment du dollar américain, du peso chilien et du peso mexicain ont eu un impact négatif de 1,3% au cours de la période.

- **Autoroutes (croissance organique : +5,7%)** : Le marché Autoroutes a été porté par l'ouverture de nouvelles aires en Allemagne et par un effet de base favorable, conséquence de la fermeture pour travaux ou arrêt de certains sites en France intervenue au cours du premier semestre de l'exercice précédent. Pour Areas, l'activité a été soutenue aux Etats Unis avec la montée en puissance des ventes sur les aires du Florida Turnpike et du succès de la réouverture après travaux d'une aire du Maryland Turnpike après rénovation. En Espagne, le marché des autoroutes enregistre désormais une croissance légèrement positive après plusieurs années de crise, tandis que le trafic est en léger retrait en France et en Italie.
- **Aéroports (croissance organique : +10,0%)** : L'activité dans les aéroports a été soutenue par la progression du trafic aérien notamment à Paris – Roissy et a bénéficié de l'ouverture de nouveaux points de ventes dans les aéroports de Milan et du démarrage du contrat de l'aéroport de Bâle Mulhouse. Pour Areas, on observe un bon niveau d'activité sur les aéroports en Espagne grâce à une reprise sensible du trafic aérien et au démarrage du nouveau contrat au périmètre étendu dans l'aéroport de Madrid Barajas. Aux Etats-Unis, il en est de même sur les aéroports, en particulier à Los Angeles et Newark, tandis que la montée en puissance des activités dans l'aéroport de Chicago se déroule de façon encourageante.
- **Ville et Loisirs (croissance organique : -2,4%)** : Le marché des Ville et Loisirs a principalement été impacté par l'absence de salons biennaux durant l'exercice 2013-2014 (Salon de l'Automobile de Paris et Salon Aéronautique du Bourget) et par le non renouvellement du contrat du Parc des Princes à Paris ainsi que par le recul de la fréquentation observé dans les musées salons et autres sites touristiques. Le groupe bénéficie cependant de la montée en puissance des nouveaux points de vente à Paris-Gare de Lyon et à la forte croissance observée dans ses activités de Loisirs notamment en Allemagne avec l'ouverture du site de Bostalsee

1.1.2 Achats consommés

Ce poste a augmenté de 94,8 millions d'euros, soit de 8,4%, passant de 1 124,4 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 1 219,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014.

Le tableau ci-dessous présente la valeur des achats consommés par activité pour les périodes indiquées ci-après ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

	Neuf mois clos le 30 juin			
	2013		2014	
	en millions d'euros et % du chiffre d'affaires			
Achats consommés (également exprimés en % du chiffre d'affaires)				
Restauration Collective & Support Services	(824,7)	30,5 %	(907,5)	30,7 %
Restauration de Concessions & Travel Retail	(313,5)	29,4 %	(325,3)	29,9 %
Sièges, Holdings et Achats	13,8	—	13,6	—
Total	(1 124,4)	29,8 %	(1 219,2)	30,2%

1.1.2.1 Restauration Collective & Support Services

Les achats consommés de l'activité Restauration Collective & Support Services ont augmenté de 82,8 millions d'euros, soit 10,0 %, passant de 824,7 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 907,5 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014. L'acquisition de THS en avril 2013 a contribué à cette augmentation à hauteur de 78,7 millions d'euros.

Le poste achats consommés a légèrement augmenté sur la période en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 30,5 % pour les neuf mois clos le 30 juin 2013, à 30,7% pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette augmentation est principalement due à l'acquisition de THS, laquelle a un pourcentage d'achats consommés par rapport au chiffre d'affaires supérieur à celui des autres activités de l'activité. Hors THS, le poste achats a diminué de 0,7 point du chiffre d'affaires ; cette baisse concerne essentiellement l'Italie en relation avec (i) le démarrage du contrat de restauration embarquée dont le mix produits et le ratio coûts matières sont de par leur nature significativement plus faibles que sur les autres activités de Restauration Collective opérées et (ii) l'amélioration des conditions d'achats, en particulier chez Gemeaz, qui traduit la concrétisation progressive des synergies achats et le succès des plans d'actions sur la matière première.

1.1.2.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Les achats consommés de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail ont augmenté de 11,8 millions d'euros, soit 3,8 %, passant de 313,5 millions d'euros lors des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 325,3 millions d'euros lors des neuf mois clos le 30 juin 2014 et en termes de ratio passant de 29,4% à 29,9% du chiffre d'affaires. Ceci s'explique principalement par l'ouverture de nouveaux sites sur les autoroutes en Allemagne qui ont un pourcentage d'achats consommés par rapport au chiffre d'affaires supérieur à celui des autres secteurs opérés au sein de l'activité.

1.1.3 Charges de personnel

Les charges de personnel ont augmenté de 84,7 millions d'euros, soit 4,7 %, passant de 1 786,2 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 1 870,9 millions d'euros lors des neuf mois clos le 30 juin 2014, mais ont diminué en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 47,4% à 46,3%.

Le tableau suivant présente les charges de personnel par activité pour les périodes indiquées, également exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

	Neuf mois clos le 30 juin			
	2013		2014	
	en millions d'euros et % de CA			
Charges de personnel (également exprimées en % du CA)				
Restauration Collective & Support Services	(1 362,2)	50,3 %	(1 449,8)	49,1 %
Restauration de Concessions & Travel Retail	(393,8)	37,0 %	(389,6)	35,8 %
Sièges, Holdings et Achats ⁽¹⁾	(30,1)	=	(31,6)	=
Total	(1 786,2)	47,4 %	(1 870,9)	46,3 %

⁽¹⁾ Représente les charges de personnel liées aux Sièges, Holdings et Achats (y compris le service informatique) facturées aux entités opérationnelles au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le Segment Sièges, Holdings et Achats.

1.1.3.1 Restauration Collective & Support Services

Les charges de personnel de l'activité Restauration Collective & Support Services ont augmenté de 87,6 millions d'euros, soit 6,4 %, passant de 1 362,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 1 449,8 millions d'euros lors des neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette augmentation résulte principalement de l'effet de l'acquisition de THS au cours de la période, laquelle a contribué à hauteur de 60,2 millions d'euros à l'augmentation totale de ces charges, et dans une moindre mesure, à l'augmentation des charges de personnel en France en lien avec celle de l'activité.

Les charges de personnel de cette activité ont diminué en termes de pourcentage de chiffre d'affaires, passant de 50,3% lors des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 49,1% lors des neuf mois clos le 30 juin 2014, à la suite, principalement (i) d'un effet de mix résultant des acquisitions, le ratio de charges de personnel sur le chiffre d'affaires de THS étant inférieur à celui des autres activités de l'activité Restauration Collective & Support Services, et (ii) d'un impact positif sur le ratio de charges de personnel de l'Italie en raison du démarrage du contrat de restauration embarquée, dont une part significative des coûts opérationnels est sous-traitée.

1.1.3.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Les charges de personnel de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail ont diminué de 4,2 millions d'euros, soit 1,0 %, passant de 393,8 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 389,6 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014. La diminution résulte principalement de la baisse des charges de personnel sur Áreas, en lien avec la cession sur le 1^{er} trimestre de l'exercice 2013/2014 des activités du Groupe en Argentine et au Maroc.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel pour ce segment ont reculé, passant de 37,0% lors des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 35,8 % lors des neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette réduction résulte principalement d'un ratio de charges de personnel moins élevé pour les activités d'Áreas, dû à la hausse des volumes d'activité, qui a permis une amélioration de la productivité, et à l'effet du plan de restructuration mis en place afin de réduire les charges de personnel à l'aéroport de Madrid Barajas, pour lequel le contrat de concession a été reconduit et étendu à un plus grand nombre de points de vente au cours de l'exercice précédent.

1.1.4 Autres frais opérationnels

Les autres frais opérationnels ont augmenté de 67,2 millions d'euros, soit 12,9 %, passant de 522,4 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 589,6 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014.

Le tableau suivant présente les autres frais opérationnels pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque activité.

	Neuf mois clos le 30 juin			
	2013		2014	
	en millions d'euros et % de CA			
Autres frais opérationnels (également exprimés en % du CA)				
Restauration Collective & Support Services	(253,8)	9,4 %	(317,8)	10,8 %
Restauration de Concessions & Travel Retail	(283,2)	26,6 %	(292,0)	26,8 %
Sièges, Holdings et Achats ⁽¹⁾	14,6	—	20,2	—
Total	(522,4)	13,9 %	(589,6)	14,6 %

⁽¹⁾ Représente la part du chiffre d'affaires facturée aux entités opérationnelles par les Sièges, Holdings et Achats (y compris le service informatique) au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le Segment Sièges, Holdings et Achats et représentent principalement des charges de personnel.

1.1.4.1 Restauration Collective & Support Services

Les autres frais opérationnels de l'activité Restauration Collective & Support Services ont augmenté de 64,0 millions d'euros, soit 25,2 %, passant de 253,8 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 317,8 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. L'acquisition de THS représente 13,7 millions d'euros de cette augmentation, tandis qu'en Italie, l'augmentation du recours à la sous-traitance s'explique par le démarrage par Elixor, depuis novembre 2013, de nouveaux contrats de restauration à bord des trains récemment conclus par le Groupe.

En termes de pourcentage de chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels de l'activité Restauration Collective & Support Services sont passés de 9,4% au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 à 10,8% au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014, principalement en raison de l'augmentation des coûts de sous-traitance indiquée ci-dessus.

1.1.4.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Les autres frais opérationnels de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail ont augmenté de 8,8 millions d'euros, soit 3,1%, passant de 283,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 292,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014, en particulier sur Areas et sur les Autoroutes Allemandes, en lien avec la hausse d'activité. En termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels sont demeurés stables - passant de 26,6 % à 26,8 % - d'une période sur l'autre.

1.1.5 Impôts et taxes

Le poste impôts et taxes a augmenté de 8,8 millions d'euros, soit 21,8 %, passant de 40,4 millions d'euros pour les neuf mois le 30 juin 2013 à 49,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. Le tableau suivant présente les impôts et taxes pour chaque segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires.

	Neuf mois clos le 30 juin			
	2013		2014	
	en millions d'euros et % de CA			
Impôts et taxes (également exprimé en % du CA)				
Restauration Collective & Support Services	(26,0)	1,0 %	(33,8)	1,1 %
Restauration de Concessions & Travel Retail	(11,8)	1,1 %	(12,0)	1,1 %
Sièges, Holdings et Achats	(2,7)	—	(3,3)	—
Total	(40,4)	1,1 %	(49,2)	1,2 %

1.1.5.1 Restauration Collective & Support Services

Les impôts et taxes de l'activité Restauration Collective & Support Services ont augmenté de 7,8 millions d'euros, soit 30,0 %, passant de 26,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 33,8 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. 6,9 millions d'euros de cette augmentation sont imputables à l'acquisition de THS.

1.1.5.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Les impôts et taxes pour l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail ont augmenté de 0,2 million d'euros, soit 1,7 %, passant de 11,8 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 12,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. En revanche, en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes sont restés stables.

1.1.6 EBITDA

Le tableau suivant présente l'EBITDA par segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(En millions d'euros)	9 mois 2013-2014 clos le 30 juin 2014	9 mois 2012-2013 clos le 30 juin 2013	Marge 2014	Marge 2013
Restauration Collective et Support Services				
France	148,7	157,0	9,0%	9,6%
Reste du monde	94,4	83,4	7,3%	7,8%
Total Restauration Collective et Support Services	243,1	240,4	8,2%	8,9%
Restauration de Concessions et Travel Retail				
France, Allemagne, Belgique, Italie	45,1	48,4	6,9%	7,5%
AREAS.....	26,4	14,9	6,1%	3,6%
Total Restauration de Concessions et Travel Retail	71,5	63,3	6,6%	5,9%
Sièges et holdings non affecté.....	-1,2	-4,5		
TOTAL GROUPE	313,4	299,2	7,8%	7,9%

L'EBITDA du Groupe a augmenté de 14,2 millions d'euros, soit +4,8%, en passant de 299,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 313,4 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. La marge d'EBITDA consolidée s'établit à 7,8% stable par rapport à l'année précédente. Les variations de change n'ont pas eu d'impact significatif sur les résultats opérationnels du groupe au 30 juin 2014.

1.1.6.1 Restauration Collective & Support Services

L'EBITDA a augmenté de 2,7 millions d'euros, soit +1,1%, passant de 240,4 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 243,1 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014.

Cette augmentation résulte de l'effet positif de l'acquisition de THS au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, et de la performance positive des activités de Support Services en France. Ces effets ont été partiellement absorbés par la baisse des marges constatée en restauration en France, notamment dans les Secteurs Entreprises & Administrations et Enseignement, en raison de la diminution du nombre de jours ouvrés et des jours fériés dont l'impact négatif est estimé à 5 millions d'euros et des coûts de démarrage de certains nouveaux contrats.

Les filiales internationales ont enregistré des résultats en net progrès sur ceux de l'exercice précédent: les activités exploitées en Grande Bretagne, en Espagne et aux USA ont réalisé des performances très satisfaisantes en valeur et en marge tandis qu'Elior Ristorazione en Italie a été affectée par la conjoncture économique italienne.

Le taux de marge d'EBITDA de cette activité s'établit à 8,2% à comparer à 8,9% au titre de la période correspondante de neuf mois close le 30 juin 2013.

1.1.6.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

L'EBITDA a augmenté de 8,2 millions d'euros, soit +13,0%, passant de 63,3 millions d'euros pour la période de neuf mois close le 30 juin 2013 à 71,5 millions d'euros pour la période de neuf mois close le 30 juin 2014. Cette amélioration est principalement due à (i) une bonne performance d'Areas résultant de la hausse des activités aux États-Unis ainsi que dans les aéroports en Espagne et au Portugal, et (ii) une amélioration de la rentabilité de l'activité Loisirs en France. En revanche, les autres marchés dégagent des résultats en retrait en volume et en marge en France et en Allemagne, principalement dans le Secteur Autoroutes.

Le taux de marge d'EBITDA de cette activité progresse de 5,9% à 6,6% du chiffre d'affaires sur la période.

1.1.7 Amortissements et provisions opérationnels courants

Les amortissements et provisions opérationnels courants ont légèrement diminué de 1,0 million d'euros, soit 1,0 %, passant de 101,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 100,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014.

Le tableau suivant présente les amortissements et provisions opérationnels courants par segment pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

	Neuf mois clos le 30 juin			
	2013		2014	
	en millions d'euros et % de CA			
Amortissements et provisions opérationnels courants (également exprimés en % du chiffre d'affaires)				
Restauration Collective & Support Services	(45,9)	1,7 %	(43,2)	1,7 %
Restauration de Concessions & Travel Retail	(53,5)	5,0 %	(55,6)	5,1 %
Sièges, Holdings et Achats	(1,6)	=	(1,2)	=
Total	(101,0)	2,7 %	(100,0)	2,5 %

1.1.7.1 Restauration Collective & Support Services

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité Restauration Collective & Support Services ont diminué de 2,7 million d'euros, soit 5,9 %, passant de 45,9 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 43,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette diminution est principalement due à des reprises de provisions pour risques relatives à des contrats opérés en Italie et devenues sans objet.

1.1.7.2 Restauration de Concessions & Travel Retail

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail ont augmenté de 2,1 million d'euros, soit 3,9 %, passant de 53,5 millions pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 55,6 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette augmentation est principalement due aux dépenses d'investissement pour de nouveaux contrats d'Areas aux États-Unis et en Espagne.

1.1.8 Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste a représenté une charge nette de 53,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014, notamment en raison (i) de l'amortissement des actifs incorporels (relations clients) comptabilisés au titre de la consolidation initiale de THS aux États-Unis dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition pour un montant de 4,0 millions d'euros, (ii) de la perte enregistrée au titre de la cession des filiales d'Areas au Maroc et en Argentine pour 2,5 millions d'euros, (iii) de frais relatifs à l'IPO n'ayant pas pu être imputés sur la prime d'émission pour 26,1 millions d'euros et (iv) de coûts relatifs au remboursement de la dette suite à l'IPO (notamment la pénalité pour remboursement anticipé d'une partie du Bond Elior Finance SCA 2020, et le passage en perte de la quote part des frais d'émission précédemment capitalisés et non amortis) pour un montant total de 16,1 millions d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté 36,5 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 et correspondaient principalement à (i) des honoraires de conseil et de due diligence non récurrents au titre de l'opération *Amend & Extend* pour un montant de 23,4 millions d'euros, (ii) des coûts de restructuration dans les activités de Restauration & Services en Espagne et en Services en France et (iii) de coûts relatifs au remboursement anticipé de la dette pour un montant de 5,1 millions d'euros.

1.1.9 Charges et produits financiers nets

Les charges financières nettes ont progressé de 15,2 millions d'euros, soit +15,8 %, passant de 96,4 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 à 111,6 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014. Cette hausse s'explique principalement par un niveau d'endettement moyen plus élevé sur la période résultant de l'acquisition de THS réalisée en avril 2013 et par l'impact sur l'ensemble de la période en 2014 de l'effet taux de l'émission de la dette obligataire réalisée en avril 2013. Le remboursement partiel de l'endettement opéré suite à l'IPO de juin 2014 n'a pas encore d'impact significatif sur la charge financière de la période.

1.1.10 Impôts sur les résultats

La charge d'impôts du Groupe a augmenté de 2,0 millions d'euros, soit +7,4 %, passant de 27,1 millions d'euros pour la période de neuf mois close le 30 juin 2013 à 29,1 millions d'euros pour la période de neuf mois close le 30 juin 2014. Cette augmentation est principalement imputable à l'acquisition de THS, et à l'augmentation de la charge d'impôts en Italie qui avait bénéficié au cours de l'exercice précédent de l'enregistrement de crédits d'impôt (IRES) non récurrents à l'occasion l'instauration de la déductibilité d'une partie de l'IRAP de l'impôt sur les bénéfices.

1.1.11 Résultat de la période

En raison des facteurs décrits ci-dessus et notamment en raison des charges non récurrentes liées à l'IPO et des charges financières nettes plus élevées, le Groupe a terminé les neuf mois clos le 30 juin 2014 avec un résultat net consolidé positif de 19,5 millions d'euros, à comparer au bénéfice net consolidé de 38,3 millions d'euros enregistré pour les neuf mois clos le 30 juin 2013.

1.2 FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LES NEUF MOIS CLOS LES 30 JUIN 2013 ET 30 JUIN 2014

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie du Groupe pour les neuf mois clos les 30 juin 2013 et 2014.

	Neuf mois clos le 30 juin	
	2013	2014
	en millions d'euros	
Flux de trésorerie liés à l'activité	48,0	102,0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(361,4)	(151,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	286,1	189,1
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	1,3	(5,2)
Variation de la trésorerie nette.....	(26,1)	134,9

1.2.1.1 Flux de trésorerie liés à l'activité

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe résultant de l'activité au titre des neuf mois clos les 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

	Neuf mois clos le 30 juin	
	2013	2014
	en millions d'euros	
EBITDA	299,2	313,4
Variation des besoins en fonds de roulement	(99,9)	(36,8)
Intérêts versés	(92,3)	(105,9)
Impôts versés	(18,0)	(20,6)
Autres flux de trésorerie (y compris dividendes reçus d'entreprises associées).....	(41,1)	(48,2)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité.....	48,0	102,0

Les encaissements de trésorerie liés à l'activité se sont élevés à 48,0 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 alors que pour les neuf mois clos le 30 juin 2014 les encaissements se sont élevés à 102,0 millions d'euro. L'évolution en glissement annuel de ce poste reflète les mouvements de tous ses éléments au cours de la période.

1.2.1.1.1 Variation des besoins en fonds de roulement

La variation des besoins en fonds de roulement a conduit à une diminution des décaissements de trésorerie au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014 (36,8 millions d'euros) par rapport à l'année précédente (99,9 millions d'euros). Cette amélioration reflète principalement l'amélioration des délais de règlement des clients et une gestion maîtrisée des besoins en fonds de roulement en particulier en restauration collective en Espagne, en Italie et en France pour les Support Services partiellement compensée par l'impact d'une augmentation des créances CICE dans le bilan en raison de la comptabilisation d'un montant plus élevé pour les neuf mois clos le 30 juin 2014 que pour la même période de l'exercice précédent.

1.2.1.1.2 Impôts versés

Les impôts versés comprennent l'impôt sur les sociétés payé dans toutes les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. Ils comprennent également la taxe italienne IRAP (*Imposta Regionale Sulle Attività Produttive*) et la taxe française CVAE.

Le montant des impôts décaissés au titre des neuf mois clos le 30 juin 2014 est de 20,6 millions d'euros contre 18,0 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013.

1.2.1.1.3 Autres flux de trésorerie

Les autres flux de trésorerie comprennent principalement des encaissements et décaissements de trésorerie relatifs (i) aux revenus et dépenses non récurrents figurant sous l'intitulé « Autres produits et charges opérationnels non courants » dans le compte de résultat consolidé du Groupe et (ii) aux paiements effectués en relation avec les ajustements liés à l'affectation du coût d'acquisition, relatifs aux acquisitions comptabilisées conformément aux normes IFRS. Les décaissements nets de trésorerie s'élevaient à 41,1 millions d'euros et 48,2 millions d'euros pour les neuf mois clos respectivement aux 30 juin 2013 et 30 juin 2014. Les décaissements nets de trésorerie pour les neuf mois clos le 30 juin 2014 ont principalement consisté en des coûts de restructuration engagés par Áreas en Espagne et provisionnés au 30 septembre 2013, ainsi qu'au titre des acquisitions récentes d'Ansamble et de Gemeaz, ainsi que les décaissements au titre des opérations d'introduction en bourse d'Elior et de remboursement partiel de la dette obligataire Elior Finance & Co SCA intervenues en juin 2014.

1.2.1.2 Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour les neuf mois clos les 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

	Neuf mois clos le 30 juin	
	2013	2014
	en millions d'euros	
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.....	(131,4)	(145,7)
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières.....	3,1	(2,7)
Acquisitions et cessions de sociétés consolidées	(233,2)	(2,6)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....	(361,4)	(151,0)

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'élevaient à 361,4 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 et à 151,0 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014.

1.2.1.2.1 Dépenses d'investissement

Les flux de trésorerie consolidés affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (net des produits des ventes) sont en augmentation et représentaient 131,4 millions d'euros et 145,7 millions d'euros au cours des neuf mois clos respectivement aux 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

Au titre de l'activité Restauration Collective & Support Services, les dépenses d'investissement représentaient 46,0 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 et 53,0 millions d'euros au titre des neuf mois clos le 30 juin 2014, soit respectivement 1,7 % et 1,8 % du chiffre d'affaires généré par ce segment. Ces chiffres traduisent une stabilité du rythme des dépenses engagées au regard du niveau d'activité.

Les dépenses d'investissement au titre de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail s'élevaient à 83,3 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 et 90,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014, soit respectivement 7,8 % et 8,3 % du chiffre d'affaires généré par le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail. Le niveau élevé constaté au cours de cette période s'explique principalement par l'acquisition d'immobilisations dans le secteur Autoroutes au cours du 3^e trimestre et les investissements en cours de réalisation sur les deux concessions d'autoroutes, Florida & Maryland Turnpikes, aux Etats-Unis.

Les dépenses d'investissement au titre des Sièges, Holdings et sociétés d'Achats se sont élevées à 2,2 million d'euros et 2,6 million d'euros au cours des neuf mois clos respectivement les 30 juin 2013 et 30 juin 2014 et correspondaient principalement aux investissements en logiciels et matériels.

1.2.1.2.2 Acquisitions et cessions d'immobilisations financières

Les décaissements nets de trésorerie consolidés pour un montant de 2,7 millions d'euros générés par les acquisitions et cessions d'immobilisations financières au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014 s'expliquent principalement par l'augmentation des prêts et des dépôts.

Les encaissements nets de trésorerie consolidés pour un montant de 3,1 millions d'euros générés par les acquisitions et cessions d'immobilisations financières au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013 s'expliquent principalement par le remboursement d'un crédit-vendeur accordé au titre de la cession antérieure d'une activité de restauration rapide de centre ville, partiellement compensée par l'augmentation des prêts et des dépôts.

1.2.1.2.3 Acquisitions et cessions de sociétés consolidées

Au titre des neuf mois clos le 30 juin 2013, les flux de trésorerie consolidés liés aux acquisitions se sont élevés à 233,2 millions d'euros et concernent principalement l'acquisition de THS aux États-Unis et l'achat de participations ne donnant pas le contrôle dans les opérations de restauration collective en Espagne.

Les flux de trésorerie consolidés liés aux acquisitions au titre des neuf mois clos le 30 juin 2014 se sont élevés à 2,6 million d'euros et concernaient le paiement de dettes liées aux acquisitions au titre des compléments de prix payables par THS à certains anciens actionnaires des filiales précédemment acquises par THS, qui ont été partiellement compensés par les produits de la cession au cours de la période des filiales du Groupe en Argentine et au Maroc.

1.2.1.3 Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie consolidés liés aux opérations de financement

	Neuf mois clos le 30 juin	
	2013	2014
	en millions d'euros	
Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires.....	(0,0)	777,9
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées.....	(2,2)	(0,4)
Émissions d'emprunts.....	1 008,2	168,4
Remboursements d'emprunts.....	(719,9)	(756,7)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement.....	286,1	189,1

au titre des neuf mois clos les 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

La trésorerie nette provenant des opérations de financement représentait une entrée nette de 189,1 millions d'euros au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014 contre une entrée nette de 286,1 millions d'euros au titre des neuf mois clos le 30 juin 2013.

1.2.1.3.1 Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires

Aucun mouvement sur capitaux n'a été réalisé au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013.

Au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014, le Groupe a procédé à une augmentation de capital de 785,0 millions d'euros correspondant à l'émission de 53,2 millions d'actions nouvelles suite à l'introduction en bourse réalisée le 11 juin 2014. Les frais liés à l'IPO imputables contre la prime d'émission, notamment les commissions des banques conseil ont été décaissés à hauteur de 8,4 millions d'euros au 30 juin 2014.

1.2.1.3.2 Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées

Ce poste représentait un décaissement net de 2,2 million d'euros et de 0,4 million d'euros pour les neuf mois clos respectivement aux 30 juin 2013 et 30 juin 2014, et correspondait essentiellement aux dividendes payés aux actionnaires minoritaires de MyChef.

1.2.1.3.3 Émissions d'emprunts

La trésorerie consolidée générée par les émissions d'emprunts représentait 1 008,2 millions d'euros et 168,4 millions d'euros au cours des neuf mois clos respectivement aux 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

Au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013, cette trésorerie provenait principalement (i) d'une augmentation d'un montant de 44,1 millions d'euros lié à de nouvelles titrisations de créances, (ii) d'un tirage d'un montant de 39,3 millions d'euros sur la nouvelle ligne de crédit mise en place par Áreas pour financer ses investissements aux Etats-Unis, (iii) 453,0 millions d'euros prélevés au titre du Contrat de Crédit Elior 2019 (Elior Facility 2019), (iv) 350,0 millions d'euros levés à travers l'émission par Elior Finance & Co SCA des Obligations 2020 en avril 2013 et venant à échéance en 2020, et (v) une dette bancaire d'un montant de 117,7 millions d'euros contractée aux États-Unis pour l'acquisition de THS.

Pour les neuf mois clos le 30 juin 2014, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspond principalement (i) à un montant de 134,8 millions d'euros de nouvelles titrisations de créances du fait de l'inclusion de Serunión puis d'Elior Italie dans le programme, (ii) de la trésorerie reçue au titre de la mobilisation de la créance de CICE 2013 pour 34,6 millions d'euros et (iii) à une dette bancaire d'un montant de 27,9 millions d'euros tirée par Áreas au titre du refinancement d'emprunts et pour financer ses investissements aux USA.

1.2.1.3.4 Remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts ont conduit à des décaissements nets d'un montant de 719,9 millions d'euros et 756,7 millions d'euros au cours des neuf mois clos respectivement aux 30 juin 2013 et 30 juin 2014.

Au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013, ces remboursements correspondaient principalement (i) à plusieurs lignes de crédit syndiquées pour 696,4 millions d'euros, (ii) 4,0 millions d'euros d'endettement relatif aux opérations de location-financement et (iii) 19,5 millions d'euros de dettes bancaires diverses.

Au cours de neuf mois clos le 30 juin 2014, ces remboursements ont principalement concerné (i) un remboursement partiel anticipé de pour 615,0 millions d'euros relatifs à trois lignes de crédits bancaires syndiqués d'Elior SA et d'Elior Participations SA, (ii) un remboursement partiel anticipé de 122,5 millions d'euros représentant 35% de l'encours du Bond Elior Finance SCA 6,5% mai 2020, (iii) 4,1 millions d'euros d'endettement relatif aux opérations de location-financement et (iv) 15,1 millions d'euros de dettes bancaires diverses.

1.2.1.3.5 Incidence de la variation des taux de change et autres variations

Au cours des neuf mois clos le 30 juin 2014, les variations des taux de change et autres variations ont eu une influence défavorable de 5,2 millions d'euros sur les flux de trésorerie. Ce décaissement net reflète l'incidence combinée des montants encaissés par Áreas USA au titre de la créance financière à court terme liée au projet Florida Turnpike constatée conformément à la norme IFRIC 12, compensés par (i) des impacts négatifs des cours de change sur la trésorerie consolidée et par (ii) des commissions payées aux banques au titre du repricing de la dette intervenu en février 2014.

Les variations des taux de change et autres variations ont eu un impact positif sur la trésorerie au cours des neuf mois clos le 30 juin 2013, principalement en raison de l'incidence combinée (i) des commissions payées aux banques au titre des opérations d'*Amend & Extend* relative au Contrat de Crédit Senior et l'émission en avril 2013 des Obligations 2020 pour un montant de 350 millions d'euros, compensées par (ii) les montants encaissés par Áreas USA au titre de la créance financière à court-terme liée au projet Florida Turnpike constatée conformément à la norme IFRIC 12.

Elior SA
(Anciennement Holding Bercy Investissement SCA)

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Pour les 9 mois clos les 30 juin 2014 et 2013

Comptes consolidés.....	19
1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global	19
a. Compte de résultat consolidé	19
b. État du résultat global	20
2. Bilan consolidé	21
a. Actif	21
b. Passif	21
3. Tableau de flux de trésorerie consolidés	21
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	23
Annexe aux comptes consolidés.....	24
1. Présentation générale	24
2. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés	24
3. Faits marquants de la période	24
4. Principes comptables	25
5. Nouvelles normes et amendements aux normes	26
6. Recours à des estimations	27
7. Taux de change	27
8. Saisonnalité	27
9. Information sectorielle	28
10. Regroupements d'entreprises	30
11. Autres produits et charges opérationnels non courants	30
12. Impôts sur les résultats	31
13. Dividendes	31
14. Écarts d'acquisition	31
15. Immobilisations incorporelles	32
16. Immobilisations corporelles	33
17. Emprunts, prêts et charges financières nettes	34
18. Provisions courantes et non courantes	36
19. Transactions avec les parties liées	37
20. Événements postérieurs à la clôture	37

Comptes consolidés

9 mois clos les 30 juin 2014 et 30 juin 2013

1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

a. Compte de résultat consolidé

(En millions €)	Note	9 mois clos le 30 Juin 2014 Non audité	9 mois clos le 30 Juin 2013 Non audité
Chiffre d'affaires	9.a	4 040,7	3 771,9
Achats consommés		(1 219,2)	(1 124,4)
Charges de personnel		(1 870,9)	(1 786,2)
Autres frais opérationnels		(589,7)	(522,5)
Impôts et taxes		(49,2)	(40,4)
Amortissements et provisions opérationnels courants		(100,0)	(101,0)
Résultat opérationnel courant		211,8	197,4
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées		1,6	0,8
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	9.b	213,4	198,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	11	(53,2)	(36,5)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		160,2	161,8
Charges financières nettes	17	(114,1)	(97,8)
Produits financiers nets	17	2,5	1,4
Résultat avant impôts		48,6	65,4
Impôts sur les résultats	12	(29,1)	(27,1)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de la société et aux intérêts minoritaires		19,5	38,3
Dont résultat net part du Groupe		21,4	44,9
Dont résultat revenant aux minoritaires		(1,9)	(6,6)
Résultat net part du Groupe par action (en €)		0,19	0,41
Résultat dilué part du Groupe par action (en €)		0,19	0,41

b. État du résultat global

(En millions €)	9 mois clos le 30 Juin 2014 Non audité	9 mois clos le 30 Juin 2013 Non audité
Résultat de la période	19,5	38,3
Éléments non reclassés en résultat		
Engagements liés aux avantages au personnel	0,3	(1,6)
Éléments qui pourront être reclassés en résultat		
Instruments financiers	0,5	14,6
Écarts de conversion	(3,3)	(0,3)
Impôts sur les résultats	(0,2)	(5,0)
Résultat net comptabilisé directement dans les capitaux	(2,7)	7,6
Total des produits/charges comptabilisés au titre de la période	16,8	46,0
Attribuable aux :		
- Actionnaires de la société mère	18,7	52,5
- Intérêts minoritaires	(1,9)	(6,6)

2. Bilan consolidé

a. Actif

(En millions €)	Note	Au 30 juin 2014 Non audité	Au 30 septembre 2013 Audité	Au 30 juin 2013 Non audité
Écarts d'acquisition	14	2 357,2	2 411,6	2 448,5
Immobilisations incorporelles	15	230,6	143,4	102,0
Immobilisations corporelles	16	502,5	489,5	526,3
Actifs financiers non courants		38,0	39,3	27,6
Participation dans les entreprises associées		6,5	6,7	6,1
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		0,4	0,6	0,0
Impôts différés actifs		236,2	227,8	204,0
Actifs non courants		3 371,5	3 318,9	3 314,5
Stocks		89,9	94,2	93,6
Clients et autres créances d'exploitation		1 009,6	905,2	976,4
Actif d'impôt exigible		25,3	19,5	19,4
Autres actifs courants		46,1	46,2	44,8
Créances financières court terme (*)		5,3	8,5	9,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		312,4	210,0	90,3
Actifs courants		1 488,5	1 283,6	1 234,1
Total de l'Actif		4 860,0	4 602,5	4 548,6

(*) Endettement financier net

b. Passif

(En millions €)	Note	Au 30 juin 2014 Non audité	Au 30 septembre 2013 Audité	Au 30 juin 2013 Non audité
Capital		1,6	1,1	1,1
Réserves et résultats accumulés		1 294,9	582,1	624,9
Intérêts minoritaires		29,5	67,6	64,3
Capitaux propres	4. a) & b)	1 326,1	650,8	690,3
Emprunts et dettes financières (*)	17	1 647,9	2 240,8	2 267,7
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		25,4	25,7	26,9
Passifs sur acquisitions de titres		148,7	40,1	48,6
Impôts différés passifs		40,1	23,1	20,2
Engagements de retraite et avantages au personnel	18	97,0	97,6	96,0
Provisions non courantes	18	13,5	13,5	16,4
Autres passifs non courants		0,1	0,0	0,0
Passifs non courants		1 972,7	2 440,9	2 475,7
Fournisseurs et comptes rattachés		685,8	667,2	621,7
Dettes sur immobilisations		15,8	30,2	20,5
Dettes fiscales et sociales		607,6	525,5	560,1
Dettes d'impôt sur le résultat		22,8	3,1	16,8
Emprunts et dettes financières (*)	17	110,2	136,1	68,4
Dettes sur acquisition de titres		18,9	26,4	21,0
Provisions courantes	18	79,8	101,3	57,0
Autres passifs courants		20,4	21,1	17,1
Passifs courants		1 561,2	1 510,9	1 382,5
Total passifs		3 533,9	3 951,7	3 858,2
Total du Passif et des Capitaux propres		4 860,0	4 602,5	4 548,6

(*) Endettement financier net

Endettement financier net hors juste valeur des instruments financiers dérivés et frais d'émission d'emprunt

1 465,4

2 183,5

2 263,1

1 458,8

2 181,4

2 258,6

3. Tableau de flux de trésorerie consolidés

(En millions €)

9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité 9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité

	9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité	9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	213,4	198,3
Dotations aux amortissements	102,1	98,9
Dotations aux provisions	(2,1)	2,1
Excédent brut d'exploitation (EBITDA)	313,4	299,2
Dividendes reçus des entreprises associées	1,6	0,9
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	(36,8)	(99,9)
Intérêts versés	(105,9)	(92,3)
Impôts versés	(20,6)	(18,0)
Autres flux	(49,8)	(42,0)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	102,0	48,0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(151,9)	(139,2)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,2	7,8
Acquisitions d'immobilisations financières	(4,3)	(7,1)
Cessions d'immobilisations financières	1,6	10,3
Acquisition d'actions Elior	0,0	0,0
Acquisitions/cessions d'autres sociétés consolidées	(2,6)	(233,2)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(151,0)	(361,4)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires	777,9	0,0
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées	(0,4)	(2,2)
Émissions d'emprunts	168,4	1 008,2
Remboursements d'emprunts	(756,7)	(719,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	189,1	286,1
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	(5,2)	1,3
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	134,9	(26,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	130,1	54,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	265,0	28,7

Les découverts bancaires et les comptes courants détenus à des fins de gestion de la trésorerie sont considérés comme des éléments de trésorerie et sont de fait déduits de la trésorerie dans le tableau de flux nonobstant leur classement en Emprunts et dettes financières courants. Ces éléments constituent la seule différence entre la trésorerie présentée à l'actif du bilan et la trésorerie nette en fin de période, présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions €)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital et autres réserves	Résultats consolidés de la période	Écarts de conversion	Total part du Groupe	Minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres clôture 30/09/2012 publiés	108 820 358	1,1	596,2	(30,1)	1,8	568,8	50,1	618,9
Impact du changement de principe comptable : IAS 19 Révisée			(5,8)			(5,8)		(5,8)
Capitaux propres clôture 30/09/2012	108 820 358	1,1	590,4	(30,1)	1,8	563,0	50,1	613,1
Résultat de la période				44,9		44,9	(6,6)	38,3
Engagements liés aux avantages au personnel			(1,6)			(1,6)		(1,6)
Instruments financiers : variations de juste valeur			9,6			9,6		9,6
Écarts de conversion					0,4	0,4	(0,7)	(0,3)
Résultat global			8,0	44,9	0,4	53,2	(7,3)	46,0
Affectation du résultat de la période précédente			(30,1)	30,1				
Dividendes versés			(0,8)			(0,8)	(1,5)	(2,3)
Autres variations (a)			10,6			10,6	23,0	33,6
Capitaux propres au 30/06/2013	108 820 358	1,1	578,0	44,9	2,2	626,0	64,3	690,3
Capitaux propres clôture 30/09/2013	108 820 358	1,1	567,2	8,7	6,3	583,2	67,6	650,8
Résultat de la période				21,4		21,4	(1,9)	19,5
Engagements liés aux avantages au personnel			0,3			0,3		0,3
Instruments financiers : variations de juste valeur			0,3			0,3	0,0	0,3
Écarts de conversion					(2,3)	(2,3)	(1,0)	(3,3)
Résultat global			0,6	21,4	(2,3)	19,7	(2,9)	16,8
Affectation du résultat de la période précédente			8,7	(8,7)		0,0		0,0
Augmentation de capital (voir Note 3.c)	55 392 327	0,5	768,0			768,6		768,6
Dividendes versés			(0,3)			(0,3)	0,7	0,4
Autres variations (b)			(74,7)			(74,7)	(35,9)	(110,5)
Capitaux propres au 30/06/2014	164 212 685	1,6	1 269,5	21,4	4,0	1 296,6	29,5	1 326,1

- a) Les montants enregistrés en « autres variations » en capitaux propres du Groupe et minoritaires pour la période de 9 mois au 30 juin 2013 correspondent à l'impact de l'augmentation de capital souscrite par des minoritaires dans les filiales d'Areas et à l'impact de l'entrée dans le périmètre de TrustHouse Services qui a été acquise et consolidée à partir d'avril 2013, y inclus une correction visant à aligner le montant du goodwill initialement calculé au 30 juin 2013 avec la méthodologie du goodwill complet finalement retenue à partir du 30 septembre 2013.
- b) Les montants enregistrés en « autres variations » en capitaux propres du Groupe et minoritaires pour la période de 9 mois au 30 juin 2014 correspondent (i) à la première comptabilisation du passif au titre du put Areas pour un montant total de 130 millions € dont un montant de 112 millions € par prélèvement sur les capitaux propres Groupe et minoritaires et (ii) à l'entrée dans le périmètre des sociétés de management fusionnées dans Elior préalablement à l'introduction en bourse pour un montant de 1,5 millions €.

Annexe aux comptes consolidés

1. Présentation générale

Elior SA (anciennement Holding Bercy Investissement SCA jusqu'au 11 juin 2014) est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris, 61-69 rue de Bercy. Au 30 juin 2014, ELIOR est détenue à 41,3 % par des fonds d'investissement gérés par Charterhouse et Chequers, à 19,67 % par la société Bagatelle Investissement et Management « BIM » (détenue à 100 % par Robert Zolade), à 1,09 % par le fonds d'investissement SOFIA et les sociétés du groupe Intermediate Capital Group (ICG), et à 37,95 % par des investisseurs privés et publics suite à son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le 11 Juin 2014.

Le groupe Elior est un acteur majeur en Europe de la restauration sous contrat et des services qui y sont associés. Le Groupe opère ses activités de Restauration Collective & Support Services et celles de Restauration de Concessions & Travel Retail par l'intermédiaire de ses filiales et participations implantées dans 13 pays, principalement dans la zone euro, au Royaume-Uni, en Amérique latine et aux États-Unis.

2. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Elior pour les 9 mois clos les 30 juin 2014 et 2013 sont préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les lecteurs sont invités à lire ces comptes consolidés intermédiaires conjointement avec les comptes annuels pour l'exercice clos le 30 septembre 2013, qui sont préparés en conformité avec les normes IFRS.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Elior le 10 septembre 2014.

3. Faits marquants de la période

a. Acquisition et cession de titres consolidés

Le Groupe a cédé en décembre 2013 ses activités de concessions au Maroc et en Argentine dont l'exploitation était assurée par Areas. Ces activités généraient un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros sur une année pleine.

Au cours des 9 mois clos le 30 juin 2013, le Groupe a procédé :

- à l'acquisition, en avril 2013, de 78% du capital de la société nord-américaine TrustHouse Services Group « THS » (les 22% restants étant détenus par les managers de la société). THS réalise un chiffre d'affaires (sur une base 12 mois) de l'ordre de 440 millions \$ en restauration collective sur les marchés Enseignement, Santé et Prison. Le coût d'acquisition total est d'environ 213 millions € dont 100 millions € sont financés par un investissement en fonds propres de la société Elior Restauration et Services SA et 118 millions € par un financement local arrivant à échéance en Avril 2019. THS est consolidée en intégration globale depuis le 15 avril 2013.
- à l'acquisition, en janvier 2013, de 9,25% du capital de Serunion par l'exercice d'une option d'achat pour un prix d'acquisition de 19 millions €. Serunion est maintenant détenue intégralement par le Groupe.

b. Renégociation de la dette bancaire syndiquée (4^{ème} amendement)

À compter du 3 février 2014, la société a obtenu une réduction des marges sur taux d'intérêt liées à sa dette bancaire syndiquée. La baisse obtenue est de 75 points de base pour les encours des prêts d'Elior et d'Elior Participations totalisant 1 571,3 millions d'euros, et 25 points de base pour une ligne de crédit revolving non tirée d'un montant de 192,5 millions d'euros. Cette réduction s'est accompagnée du versement de commissions bancaires pour un montant de 6,8 millions d'euros qui sont intégrées au taux d'intérêt effectif et sont donc étalées au bilan conformément au traitement IFRS d'une renégociation de dette sans modification substantielle du contrat de financement.

c. Introduction en bourse d'Elior le 11 juin 2014 et comptabilisation du passif au titre de l'option de vente portant sur 38,45% du capital d'Areas

Elior est cotée sur Nyse Euronext Paris depuis le 11 juin 2014. L'introduction en bourse a consisté dans une augmentation du capital d'Elior d'un montant de 785 million € au titre des 53,2 millions d'actions émises au prix unitaire de 14,75 euros. L'augmentation de capital a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de 769 millions d'euros net des coûts directs de l'introduction en bourse comptabilisés en contrepartie de la prime d'émission pour leur montant net de l'effet d'impôt.

Etant cotée en bourse, et en application des normes IFRS (IAS 32), Elior considère qu'elle n'a désormais plus la maîtrise des conditions d'exercice de l'Option de Vente détenue par Emesa, et a en conséquence comptabilisé le passif correspondant dans ses premiers comptes consolidés établis suivant la réalisation de l'introduction en bourse, soit les présents comptes au titre de la période de 9 mois close au 30 juin 2014.

Elior a donc procédé à une évaluation de la valeur de la société Areas et de ses filiales, afin d'être en mesure d'évaluer le montant de l'engagement à comptabiliser dans ses comptes consolidés au titre de l'Option de Vente portant sur 38,45% du capital d'Areas détenue par la société Emesa.

Sur la base de la valorisation multicritères ainsi effectuée et prenant en compte les méthodologies d'actualisation des flux de trésorerie, des multiples de valorisation des sociétés cotées comparables et des multiples de transactions récentes, la valeur du passif ainsi comptabilisé dans le bilan au 30 juin 2014 s'élève à 130 millions € dont un montant de 112 millions par prélèvement sur les capitaux propres.

d. Désendettement consécutif à l'introduction en Bourse d'Elior

Postérieurement à l'introduction en bourse intervenue le 11 juin, Elior a procédé au remboursement (i) d'une partie de sa dette bancaire syndiquée à échéance en 2019 pour un montant de 615 millions € et (ii) d'une partie de la dette obligataires Elior Finance SCA à échéance en mai 2020 pour un montant de 122 millions €.

4. Principes comptables

Les principes comptables adoptés sont les mêmes que ceux utilisés lors des comptes consolidés du dernier exercice exception faite des éléments exposés ci-après et du changement de méthode comptable relatif à l'application d'IAS 19 révisée décrit au paragraphe 5.

Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur les résultats, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), sont provisionnés sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total. La CVAE (qui est incluse dans la charge d'impôts sur les résultats) et la participation des salariés sont provisionnées sur la base des 3/4 de la charge annuelle anticipée.

Les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet d'évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour les 9 mois clos les 30 juin 2013 et 2014 représente le 3/4 de la charge calculée pour, respectivement, les exercices complets clos les 30 septembre 2014 et 2013.

5. Nouvelles normes et amendements aux normes

Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et appliquées par le Groupe

- La version révisée d'IAS 19 « Avantages du personnel », qui a été approuvée par l'Union européenne le 6 juin 2012 et qui est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette norme révisée supprime l'option de différer l'enregistrement au compte de résultat de certains gains et pertes actuariels en les étalant sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (méthode dite du « corridor »). La norme révisée requiert également des informations additionnelles sur les risques liés aux plans de prévoyance des employés et leurs impacts sur les flux futurs de trésorerie. Le Groupe a reconnu ses gains et pertes actuariels en appliquant la méthode du corridor jusqu'au 30 septembre 2013. Conformément à IAS 8, le changement de méthode a été appliqué rétroactivement et s'est traduit par un impact négatif de 8,8 millions d'euros (avant impôts) et de 5,8 millions d'euros après impôts sur les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2012, montants correspondant au total des gains et pertes actuariels non comptabilisés précédemment. Les gains et pertes actuariels postérieurs au 30 septembre 2012 ont été comptabilisés dans l'état du résultat global.

Nouvelles normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore appliquées par le Groupe

Les normes, amendements et interprétations détaillés ci-dessous ont été publiés par l'IASB pour une application aux exercices postérieurs à l'exercice 2012-2013. Ils ont été approuvés par l'Union européenne le 31 décembre 2012 et seront dès lors applicables par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2014, sauf en cas d'application anticipée. Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques des nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes annuels, qui ne devraient cependant pas avoir d'incidence significative sur la présentation des résultats et de la situation financière du Groupe :

- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ainsi que les amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Dispositions transitoires », qui ont été approuvés par l'Union européenne en décembre 2012. La nouvelle norme ainsi que les amendements correspondants exposent les obligations d'information relatives aux filiales, aux accords de coentreprise, aux entités affiliées et aux entités non consolidées. Les informations à fournir sont destinées à permettre aux lecteurs des états financiers d'évaluer le fondement du contrôle, aussi bien que les restrictions éventuelles au contrôle des actifs et des passifs consolidés. Elles visent également à aider ces mêmes lecteurs à évaluer l'exposition aux risques résultant pour l'entité de ses intérêts dans des entités non consolidées et de l'existence d'intérêts minoritaires dans des entités consolidées. L'application de la norme et de ses amendements entraînera pour le Groupe la nécessité de fournir des informations additionnelles sur la situation financière et les résultats des coentreprises et des véhicules d'investissements spécialisés auxquels elle est partie.
- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » sur ses comptes consolidés.

Les autres normes, amendements aux normes et interprétations qui ont été publiés mais ne sont pas encore d'application obligatoire ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés. Ils sont indiqués ci-après :

- Amendements à IAS 12 « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents ».
- Version révisée d'IAS 27 « États financiers individuels ».
- Version révisée d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».
- Amendement à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ».
- Amendement à IAS 32 et IFRS 7 « Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ».

6. Recours à des estimations

Pour établir les états financiers intermédiaires du Groupe, des estimations et des hypothèses ont été faites par la direction du Groupe et celle des filiales. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations qui sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Lors de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction pour l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes liées aux estimations ont été les mêmes que pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2013, exception faite de la modification des estimations requises pour déterminer la provision pour impôts sur les résultats.

7. Taux de change

Pour les 9 mois clos les 30 juin 2014 et 2013, les bilans, comptes de résultat et tableaux de flux de trésorerie de certaines filiales dont la devise de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes d'Elior sont convertis aux 30 juin 2014 et 2013 pour le bilan et, sauf fluctuation de change significative, au taux de change moyen de la période clôturée pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les écarts de conversion ont été comptabilisés dans les capitaux propres.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés pour les 9 mois clos les 30 juin 2014 et 2013 proviennent des cotations à la bourse de Paris :

30 juin 2014	Taux de clôture	Taux moyen
- € / US \$:	1,3692	1,3678
- € / £ :	0,8005	0,8280

30 juin 2013	Taux de clôture	Taux moyen
- € / US \$:	1,3010	1,3046
- € / £ :	0,8556	0,8304

8. Saisonnalité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant découlant de la majorité de nos activités sont soumis à des fluctuations saisonnières. Durant l'été, le chiffre d'affaires de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail augmente généralement de façon marquée ce qui, notamment du fait de l'impact de cette hausse sur l'absorption des frais fixes, entraîne une augmentation plus que proportionnelle du montant du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires. En revanche, au cours de la même période, le montant du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires de l'activité Restauration Collective & Support Services accuse une baisse plus que proportionnelle en raison d'une diminution des volumes car une part importante des employés et des élèves sont en vacances pendant la période estivale.

À l'échelle du Groupe, ces fluctuations saisonnières n'ont pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires publié trimestriellement, car ces deux phénomènes se neutralisent entre les deux activités du Groupe. Chaque trimestre représente environ 25 % du chiffre d'affaires annuel consolidé, hors incidence des variations de périmètre de consolidation.

En termes de résultat opérationnel courant, l'impact des fluctuations saisonnières se traduit par une hausse du résultat opérationnel comptabilisé durant le second semestre de l'exercice du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires et des marges de l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail. La part du résultat opérationnel courant comptabilisé au cours des premier et second semestres de chaque exercice représente respectivement 40 % et 60 % environ.

En outre, les variations du nombre de jours ouvrés et les dates de certains jours fériés ou vacances scolaires, ainsi que les changements de périmètre de consolidation ont un impact sur la comparabilité du chiffre d'affaires et la rentabilité de ces deux activités d'une période à l'autre.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont également soumis à des fluctuations saisonnières, qui découlent principalement des variations des besoins en fonds de roulement :

- dans l'activité Restauration de Concessions & Travel Retail, les besoins en fonds de roulement sont directement liés au niveau de l'activité, qui est faible durant le premier semestre de chaque exercice et soutenu durant le second semestre ; et
- dans l'activité Restauration Collective & Support Services, le montant des créances clients augmente durant le premier semestre de chaque exercice, car le volume de facturation aux clients atteint un pic durant cette période, puis diminue durant le second semestre, qui correspond à une période de creux de l'activité pour ce segment.

9. Information sectorielle

Au 30 juin 2014, le Groupe était structuré en deux activités opérationnelles : « Restauration Collective & Support Services » d'une part et « Restauration de Concessions & Travel Retail » d'autre part. Au sein de ces activités qui étaient reportés jusqu'au 31 décembre 2013, les résultats et les actifs employés à long terme sont désormais détaillés par segments opérationnels correspondant aux zones géographiques et de management principales comme suit :

- pour la « Restauration Collective & Support Services » : Opérations France et Opérations International ;
- Pour la « Restauration de Concessions & Travel Retail » : Opérations Europe hors Areas et Opérations Areas.

L'information sectorielle comporte également un segment opérationnel « Sièges, Holdings et Achats ».

a. Informations relatives au compte de résultat

Les tableaux ci-après présentent le compte de résultat par secteur d'activité détaillés et le chiffre d'affaires du Groupe par activité et par segment opérationnel, par secteur d'activité clients et par zone géographique pour les 9 mois clos les 30 juin 2014 et 2013.

- Compte de résultat par segment opérationnel

9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité (En millions €)	Restauration Collective et Support Services			Restauration de Concessions & Travel Retail			Sièges, Holdings et Sociétés d'Achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	Europe hors Areas	Areas	Total		
Chiffre d'Affaires	1 652,0	1 300,0	2 952,0	658,2	430,6	1 088,7	0,0	4 040,7
Résultat opérationnel courant	121,6	78,3	199,9	14,8	1,0	15,8	(2,4)	213,4
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,4%	6,0%	6,8%	2,3%	0,2%	1,5%	(0,1)%	5,3%
Autres produits opérationnels non courants	(0,2)	(6,7)	(6,9)	(1,4)	(2,5)	(3,9)	(42,4)	(53,2)
Résultat opérationnel	121,3	71,7	193,0	13,4	(1,5)	11,9	(44,7)	160,2
Résultat Financier								(111,6)
Impôts sur les résultats								(29,1)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								(1,9)
Part du résultat revenant au Groupe								21,4
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(25,0)	(20,3)	(45,3)	(30,5)	(25,0)	(55,5)	(1,3)	(102,1)
Autres charges sans impact en trésorerie	(2,1)	4,3	2,1	0,3	(0,4)	(0,1)	0,1	2,1
EBITDA	148,7	94,4	243,1	45,1	26,4	71,4	(1,1)	313,4

9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité (En millions €)	Restauration Collective et Support Services			Restauration de Concessions & Travel Retail			Sièges, Holdings et Sociétés d'Achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	Europe hors Areas	Areas	Total		
Chiffre d'Affaires	1 632,1	1 075,0	2 707,1	647,9	416,8	1 064,7	0,0	3 771,9
Résultat opérationnel courant	131,7	62,8	194,5	19,5	(9,7)	9,8	(6,0)	198,3
Résultat opérationnel courant en % du CA	8,1%	5,8%	7,2%	3,0%	(2,3)%	0,9%	(0,2)%	5,3%
Autres produits opérationnels non courants	(1,9)	(5,3)	(7,1)	(0,6)	0,0	(0,6)	(28,8)	(36,5)
Résultat opérationnel	129,8	57,5	187,4	18,9	(9,7)	9,2	(34,8)	161,8
Résultat Financier								(96,4)
Impôts sur les résultats								(27,1)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								(6,6)
Part du résultat revenant au Groupe								44,9
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(24,3)	(19,2)	(43,5)	(29,9)	(24,4)	(54,3)	(1,0)	(98,9)
Autres charges sans impact en trésorerie	(1,0)	(1,4)	(2,4)	1,0	(0,2)	0,8	(0,5)	(2,1)
EBITDA	157,0	83,4	240,4	48,4	14,9	63,3	(4,4)	299,2

- Chiffre d'affaires par secteur opérationnel et secteur d'activité des clients

(En millions €)	9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité	Part du CA total en %	9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
Restauration Collective & Support Services						
Entreprises	1 313,5	32,5%	1 241,9	32,9%	71,6	5,8%
Enseignement	884,3	21,9%	814,0	21,6%	70,3	8,6%
Santé	754,1	18,7%	651,2	17,3%	102,9	15,8%
Sous-total Restauration Collective & Support Services	2 951,9	73,1%	2 707,1	71,8%	244,8	9,0%
Restauration de Concessions & Travel Retail						
Aéroports	433,6	10,7%	408,7	10,8%	24,9	6,1%
Autoroutes	380,4	9,4%	362,1	9,6%	18,4	5,1%
Ville & Loisirs	274,7	6,8%	294,0	7,8%	(19,3)	(6,6)%
Sous-total Restauration de Concessions & Travel Retail	1 088,7	26,9%	1 064,7	28,2%	24,0	2,3%
Total	4 040,7	100,0%	3 771,9	100,0%	268,8	7,1%

- Chiffre d'affaires par secteur géographique

(En millions €)	9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité	Part du CA total en %	9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
France	2 148,9	53,2%	2 142,8	56,8%	6,0	0,3%
Europe hors France	1 459,7	36,1%	1 376,9	36,5%	82,7	6,0%
Reste du monde	432,1	10,7%	252,1	6,7%	180,0	71,4%
Total	4 040,7	100,0%	3 771,9	100,0%	268,8	7,1%

La définition des secteurs clients et les règles d'évaluation du résultat des secteurs n'ont pas changé par rapport aux derniers comptes consolidés annuels.

b. Informations relatives aux actifs sectoriels non courants

(En millions €)	Restauration Collective et Support Services			Restauration de Concessions & Travel Retail			Sièges, Holdings et Sociétés d'Achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	Europe hors Areas	Areas	Total		
9 mois clos le 30 juin 2014 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 652,0	1 300,0	2 952,0	658,2	430,6	1 088,7	0,0	4 040,7
Actifs non courants	1 184,9	775,0	1 959,9	699,7	410,6	1 110,4	20,1	3 090,4

(En millions €)	Restauration Collective et Support Services			Restauration de Concessions & Travel Retail			Sièges, Holdings et Sociétés d'Achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	Europe hors Areas	Areas	Total		
9 mois clos le 30 juin 2013 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 632,1	1 075,0	2 707,1	647,9	416,8	1 064,7	0,0	3 771,9
Actifs non courants	1 179,9	769,3	1 949,1	695,2	413,0	1 108,2	19,5	3 076,8

10. Regroupements d'entreprises

En avril 2013, le Groupe a acquis 78 % du groupe THS, opérateur de la restauration collective établi aux États-Unis. Le chiffre d'affaires de THS, particulièrement actif dans les Secteurs Enseignement, Santé et les prisons, avoisine 440 millions de dollars.

L'acquisition a été réalisée par le biais d'un véhicule d'acquisition, Gourmet Acquisition Holding (GAH), qui a été financé par un investissement en fonds propres de 100 millions d'euros de la société Elior Restauration & Services SA, et par un réinvestissement du management dans THS ; ELIOR détient aujourd'hui 78 % du capital de l'entité, les 22 % restants étant détenus par le management. Pour limiter l'utilisation des ressources financières d'ELIOR, l'acquisition a également été financée au moyen d'un prêt bancaire syndiqué mis en place localement par GAH d'un montant de 155 millions de dollars (118 millions d'euros à l'émission) venant à échéance en avril 2019.

En conséquence, le coût d'acquisition de THS sur une base à 100%, net de la trésorerie acquise et comprenant les frais de due diligence et les frais juridiques, s'est élevé au total à 235 millions d'euros.

THS a été consolidée à partir du 15 avril 2013.

Pour les 9 mois clos le 30 juin 2014, THS a contribué au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 243,2 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 20,0 millions d'euros, contre un chiffre d'affaires *pro forma* consolidé de 262,2 millions d'euros et un EBITDA *pro forma* consolidé de 21,2 millions d'euros pour la période correspondante de l'exercice précédent.

11. Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste a représenté une charge nette de 53,2 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2014, notamment en raison (i) de l'amortissement des actifs incorporels (relations clients) comptabilisé au titre de la consolidation initiale de THS aux États-Unis pour un montant de 4,0 millions d'euros dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition, (ii) de la perte comptable enregistrée au titre de la cession de l'activité de concession en Argentine et au Maroc pour un montant de 2,5 millions d'euros, (iii) de la charge d'escompte sur la cession de la créance de CICE 2013 intervenue en mars 2014, (iv) de frais relatifs à l'IPO pour un montant de 26,1 millions d'euros et (v) de coûts relatifs au remboursement de la dette suite à l'IPO (notamment la pénalité de remboursement d'une partie de l'emprunt obligataire Elior Finance SCA 6,5% mai 2020 et l'amortissement exceptionnel de la quote part des frais d'émission précédemment capitalisés et non amortis au titre de ces financements remboursés) pour un montant total de 16,1 million d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté 36,5 millions d'euros pour les neuf mois clos le 30 juin 2013 et correspondaient principalement à (i) des honoraires de conseil et de due diligence non récurrents au titre de l'opération Amend & Extend pour un montant de 23,4 millions d'euros, (ii) des coûts de restructuration dans les activités de Restauration & Services en Espagne et en Services en France et (iii) de coûts relatifs au remboursement anticipé de la dette pour un montant de 5,1 millions d'euros.

12. Impôts sur les résultats

La charge nette d'impôts hors CVAE est comptabilisée sur la base de l'estimation faite par le management du taux d'imposition annuel moyen pondéré anticipée pour l'exercice complet. Le taux d'imposition annuel moyen utilisé pour l'exercice clos le 30 septembre 2014 est de 27,0 %. Le taux d'imposition utilisé pour les 9 mois clos le 30 juin 2013 était de 21 %.

La CVAE est provisionnée à hauteur des 3/4 de la charge annuelle estimée. La charge estimée pour les 9 mois clos le 30 juin 2014 s'élève à 21,9 millions d'euros (22,1 millions d'euros pour les 9 mois clos le 30 juin 2013).

13. Dividendes

Aucun dividende lié à l'exercice clos le 30 septembre 2013 n'a été versé par Elior (anciennement HBI) durant la période de 9 mois close le 30 juin 2014.

Au 30 juin 2013, un montant de dividendes de 2,2 millions d'euros avait été payé par les sociétés du Groupe, essentiellement aux minoritaires d'Areas.

14. Écarts d'acquisition

(En millions €)	Montant au 30/06/2014	Montant au 30/09/2013	Montant au 30/06/2013	Montant au 30/09/2012
Restauration Collective & Support Services	1 670,3	1 724,8	1 737,0	1 531,7
Restauration de Concessions & Travel Retail	686,9	686,8	711,5	699,2
Écarts d'acquisition	2 357,2	2 411,6	2 448,5	2 230,9

Aucune perte de valeur relative aux écarts d'acquisition n'a été comptabilisée pour les deux périodes intermédiaires présentées.

La baisse des écarts d'acquisition bruts au 30 juin 2014 comparativement au 30 septembre 2013 correspond à des variations de la valeur des écarts d'acquisition de THS aux États-Unis, liées à l'affectation du prix d'acquisition, pour un montant de 78,7 millions d'euros à des immobilisations incorporelles identifiables (relations clients) sur la base d'une évaluation réalisée par un expert externe. Cette immobilisation incorporelle est amortie au compte de résultat sur une période de 15 ans. La variation des écarts d'acquisition correspondant à cette affectation s'élève à 54,5 millions d'euros (net de l'impôt différé comptabilisé).

Au 30 juin 2013, l'augmentation des écarts d'acquisition comparativement au 30 septembre 2012 correspond essentiellement à l'entrée dans le périmètre de consolidation de THS USA y inclus une correction visant à aligner le montant du goodwill initialement calculé au 30 juin 2013 dans les comptes publiés avec la méthodologie du goodwill complet finalement retenue dans les comptes annuels au 30 septembre 2013.

15. Immobilisations incorporelles

(En millions €)	Montant au 30/09/2013	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Montant au 30/06/2014
Droits à concession	102,0	10,6	(1,3)	10,2	121,4
Actifs exploités en concession (1)	36,3	0,0	0,0	0,0	36,3
Marques	33,8	0,0	(0,0)	0,1	33,9
Logiciels	90,8	4,0	(1,8)	1,5	94,5
Avances et acomptes sur immobilisations	28,6	8,1	0,0	(11,5)	25,1
Autres	17,4	0,4	(0,3)	83,3	100,8
Immobilisations incorporelles brutes	308,8	23,1	(3,5)	83,6	412,0
Droits à concession	(37,3)	(3,6)	0,4	5,2	(35,4)
Actifs exploités en concession (1)	(36,2)	(0,5)	0,0	(0,0)	(36,7)
Marques	(9,8)	(0,8)	0,0	0,0	(10,5)
Logiciels	(69,3)	(6,3)	1,7	(0,2)	(74,0)
Autres	(12,7)	(4,7)	0,6	(7,9)	(24,7)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(165,3)	(15,9)	2,7	(2,9)	(181,4)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	143,4	7,2	(0,7)	80,7	230,6

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

(2) Les « Autres variations » correspondent principalement à l'affectation finale du prix d'acquisition de THS USA et aux immobilisations incorporelles identifiables (relations clients) avec leurs amortissements (voir ci-dessus Note 14).

(En millions €)	Montant au 30/09/2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	Montant au 30/06/2013
Droits à concession	97,7	0,8	(2,4)	(9,9)	86,2
Actifs exploités en concession (1)	36,3	0,0	0,0	0,0	36,3
Marques	27,6	10,7	(0,0)	(0,0)	38,2
Logiciels	83,4	4,1	(0,1)	1,1	88,5
Avances et acomptes sur immobilisations	1,5	1,7	(0,0)	(3,5)	(0,3)
Autres	19,8	1,1	(0,2)	0,1	20,7
Immobilisations incorporelles brutes	266,4	18,3	(2,8)	(12,2)	269,7
Droits à concession	(38,5)	(2,9)	0,9	0,1	(40,5)
Actifs exploités en concession (1)	(35,2)	(0,8)	0,0	0,0	(36,0)
Marques	(7,9)	(0,7)	0,0	0,0	(8,5)
Logiciels	(61,5)	(6,1)	0,1	0,2	(67,3)
Autres	(15,2)	(0,6)	0,2	0,1	(15,5)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(158,3)	(11,0)	1,2	0,4	(167,7)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	108,1	7,3	(1,5)	(11,9)	102,0

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

16. Immobilisations corporelles

(En millions €)	Montant au 30/09/2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	Montant au 30/06/2014
Terrains	3,2	0,0	(0,1)	(0,0)	3,1
Constructions	151,0	8,9	(1,4)	0,5	159,1
Installations techniques	765,1	57,8	(48,5)	(1,8)	772,6
Autres immobilisations corporelles	456,2	34,6	(12,5)	7,0	485,3
Immobilisations corporelles en cours	22,6	13,5	(0,6)	(17,6)	17,9
Avances et acomptes sur immobilisations	2,5	1,7	(0,1)	(1,8)	2,3
Immobilisations corporelles brutes	1 400,6	116,5	(63,0)	(13,7)	1 440,3
Constructions	(85,1)	(7,3)	1,5	0,0	(90,9)
Installations techniques	(528,4)	(52,8)	46,4	4,0	(530,7)
Autres immobilisations corporelles	(297,6)	(34,3)	13,3	2,4	(316,1)
Amortissements des immobilisations corporelles	(911,1)	(94,3)	61,2	6,4	(937,8)
Valeur nette des immobilisations corporelles	489,5	22,1	(1,8)	(7,3)	502,5

(En millions €)	Montant au 30/09/2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	Montant au 30/06/2013
Terrains	1,9	0,6	0,0	0,7	3,2
Constructions	139,5	5,9	(4,0)	14,9	156,3
Installations techniques	749,8	46,7	(20,2)	4,7	781,0
Autres immobilisations corporelles	428,7	19,0	(16,6)	23,7	454,8
Immobilisations corporelles en cours	24,6	36,3	(1,3)	(12,1)	47,5
Avances et acomptes sur immobilisations	2,4	0,7	(0,1)	(1,8)	1,1
Immobilisations corporelles brutes	1 346,8	109,2	(42,1)	30,1	1 443,9
Constructions	(77,8)	(7,2)	3,9	0,0	(81,1)
Installations techniques	(503,2)	(49,4)	18,0	(9,8)	(544,4)
Autres immobilisations corporelles	(277,5)	(32,9)	16,7	1,6	(292,1)
Amortissements des immobilisations corporelles	(858,5)	(89,6)	38,7	(8,2)	(917,6)
Valeur nette des immobilisations corporelles	488,3	19,6	(3,5)	21,9	526,3

17. Emprunts, prêts et charges financières nettes

La dette du Groupe est analysée ci-après :

		Montant au 30/06/2014	Montant au 30/09/2013
(En millions €)	Devise d'émission	Montant au coût amorti (1)	Montant au coût amorti (1)
Découverts bancaires	€	30,8	30,6
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail)	€ / \$	79,4	105,5
Sous-total des dettes financières courantes		110,2	136,1
Dette bancaire syndiquée (y compris THS)	€ / \$	1 051,7	1 666,7
Autres dettes moyen et long terme	€	222,4	344,2
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	313,4	180,3
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail)	€	60,4	49,6
Sous-total des dettes financières non courantes		1 647,9	2 240,8
Total dettes financières		1 758,1	2 376,9

		Montant au 30/06/2013	Montant au 30/09/2012
(En millions €)	Devise d'émission	Montant au coût amorti (1)	Montant au coût amorti (1)
Découverts bancaires	€ / \$	45,1	46,8
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail)	€	23,2	30,1
Sous-total des dettes financières courantes		68,4	76,9
Dette bancaire syndiquée (y compris THS)	€ / \$	1 674,0	1 808,8
Autres dettes moyen et long terme	€	344,0	
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	178,1	134,0
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail)	€	71,5	34,9
Sous-total des dettes financières non courantes		2 267,6	1 977,7
Total dettes financières		2 336,0	2 054,6

(1) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions liées au refinancement de la dette du Groupe (Amend & Extend et émission obligataire d'Elior Finance & Co), pour un montant net de 18,4 millions d'euros au 30 juin 2014 et de 22,4 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le résultat financier net de la période de 9 mois close le 30 juin 2014 fait apparaître une charge nette de 111,6 millions d'euros, contre 96,4 millions d'euros pour la période de 9 mois close le 30 juin 2013, analysée comme suit :

(En millions €)	9 mois clos le 30 juin 2014	9 mois clos le 30 juin 2013
Charge d'intérêt sur endettement financier	(107,5)	(94,3)
Produits d'intérêt sur placements court terme	1,7	1,9
Autres charges et produits financiers (1)	(3,9)	(1,7)
Actualisation des engagements postérieurs à l'emploi (2)	(1,9)	(2,2)
Charges et produits financiers nets	(111,6)	(96,4)

(1) Dont :

- Mise à la juste valeur par résultat des instruments de couverture de taux	(1,1)	(0,1)
- Résultat de cession et mouvement sur provision pour dépréciation sur titres non consolidés	0,8	(0,9)
- Amortissement des frais d'émission des emprunts	(3,6)	(1,2)
- Gain / perte de change net(te)	0,0	0,4

(2) Ce montant concerne les charges liées à l'actualisation des engagements de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi (IDR, pensions).

Les charges financières nettes du Groupe ont augmenté principalement du fait de l'augmentation du volume moyen de l'endettement sur la période de 9 mois au 30 juin 2014 par rapport à la même période de l'exercice précédent en particulier liée à l'acquisition de THS USA en avril 2013 et à l'effet taux sur 9 mois au 30 juin 2014 de l'émission obligataire d'Elior Finance & Co 6,5% mai 2020 réalisée en avril 2013.

L'échéancier de l'endettement du Groupe est présenté ci-dessous :

(En millions €)	Montant au 30/06/2014		Montant au 30/09/2013	
	Dettes courantes	Dettes non courantes	Dettes courantes	Dettes non courantes
Dettes bancaires				
Emprunts moyen terme - Elior SA (anciennement HBI SCA)		200,1		405,1
Emprunts moyen terme - Elior Participations SA et THS		863,2		1 278,9
Autres dettes bancaires moyen et long terme		47,5		37,0
Sous-total dettes bancaires	0,0	1 110,7	0,0	1 721,0
Autres dettes				
Elior Finance & Co SCA - obligations senior garanties, échéance mai 2020, taux 6,5 %		227,5		350,0
Crédit-bail	4,2	12,4	4,6	11,6
Emprunts et dettes financières diverses (1)	57,9	315,6	51,5	181,3
Découverts bancaires (2)	30,8		30,6	
Comptes courants (2)	0,3		1,1	
Intérêts courus sur emprunts (2)	16,9		48,3	
Sous-total autres dettes	110,2	555,5	136,1	542,9
Total dettes financières	110,2	1 666,3	136,1	2 263,9

(1) Y inclus dette résultant du programme de titrisation des créances commerciales.

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

(En millions €)	Montant au 30/06/2013		Montant au 30/09/2012	
	Dettes courantes	Dettes non courantes	Dettes courantes	Dettes non courantes
Dettes bancaires				
Emprunts moyen terme - Elior SA (anciennement HBI SCA)		405,1		642,4
Emprunts moyen terme - Elior Participations SA et THS		1 285,3		1 172,2
Autres dettes bancaires moyen et long terme		58,6		21,0
Sous-total dettes bancaires	0,0	1 749,0	0,0	1 835,6
Autres dettes				
Elior Finance & Co SCA - obligations senior garanties, échéance mai 2020, taux 6,5 %		350,0		
Crédit-bail	5,0	11,8	5,0	12,9
Emprunts et dettes financières diverses (1)	1,8	179,2	17,3	135,0
Découverts bancaires (2)	45,1		46,8	
Comptes courants (2)	0,6		1,8	
Intérêts courus sur emprunts (2)	15,9		6,0	
Sous-total autres dettes	68,4	541,0	76,9	147,9
Total dettes financières	68,4	2 290,0	76,9	1 983,5

(1) Y compris les passifs entrant dans le cadre du programme de titrisation de créances.

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

Les emprunts bancaires moyen et long terme souscrits par Elior SA et Elior Participations SA sont assortis de clauses influant sur leur exigibilité anticipée, et relatives au respect de ratios financiers calculés au niveau consolidé d'Elior pour être vérifiés lors de chaque clôture trimestrielle. Ces ratios sont respectés aux 30 juin 2014 et 2013.

18. Provisions courantes et non courantes

(En millions €)	Montant au 30/06/2014	Montant au 30/09/2013
Risques commerciaux	3,4	8,6
Litiges sociaux	15,1	16,8
Provision pour réorganisation	10,0	21,1
Provision pour impôts	24,9	24,3
Engagements liés au personnel	11,2	8,7
Autres provisions	15,2	21,8
Provisions courantes	79,8	101,3
Engagements liés au personnel	98,9	97,6
Non-renouvellement des concessions	8,5	8,4
Autres provisions	3,1	5,1
Provisions non courantes	110,5	111,1
Total	190,3	212,4

(En millions €)	30/06/2013	30/09/2012
Risques commerciaux	8,5	8,6
Litiges sociaux	13,5	14,5
Provision pour réorganisation	8,6	15,8
Provision pour impôts	2,2	2,3
Engagements liés au personnel	9,6	9,2
Autres provisions	14,7	24,3
Provisions courantes	57,0	74,7
Engagements liés au personnel	97,7	95,4
Non-renouvellement des concessions	9,3	7,8
Autres provisions	5,5	8,0
Provisions non courantes	112,4	111,2
Total	169,4	185,9

19. Transactions avec les parties liées

Suite à l'introduction en bourse intervenue le 11 juin 2014, il a été mis un terme aux conventions entre Elior d'une part et SOFIBIM et ORI Investissements d'autre part.

Pour rappel, et en application des dites conventions, une somme de 963 000 euros a été payée pendant les 9 mois clos le 30 juin 2014 (1 533 000 euros pendant les 9 mois clos le 30 juin 2013). Cette somme inclut des coûts salariaux, des cotisations sociales et des frais généraux engagés par SOFIBIM et ORI Investissements pour réaliser leur mission.

De même, dans le cadre de l'introduction en Bourse d'Elior, la société Bercy Présidence présidée par Gilles Petit et contrôlée par les fonds Charterhouse et Chequers et précédemment gérant commandité de la société Elior (alors Société en Commandite par Actions) a été absorbée par Elior en date du 11 juin 2014.

Pour rappel et conformément à la décision de l'assemblée générale du 19 novembre 2009, Bercy Présidence a perçu, durant les 9 mois clos le 30 juin 2014, une somme de 382 000 euros correspondant au montant de sa rémunération de gérant d'Elior pour la période du 1^{er} octobre 2013 au 11 juin 2014 (412 500 euros pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 30 juin 2013).

Il n'y a pas d'autres charges ou avantages économiques relatifs à / détenus par les dirigeants sociaux d'Elior que ceux décrits ci-dessus.

20. Événements postérieurs à la clôture

Néant